

LE NOUVEAU PARTI ALISTE UNIFIÉ ?

production capitaliste. Elle créera ainsi les bases nouvelles d'une société socialiste.

— Sur la politique actuelle du P. S. unifié.

Le Parti s'interdit de jamais sacrifier l'essentiel à l'accessoire, c'est-à-dire les intérêts immédiats et durables des travailleurs à l'appui d'autres couches sociales, souvent très rétrogrades. Le Parti est résolu à rompre avec une pratique qui fut durant des années celle des partis ouvriers et qui a conduit le Molletisme et le Thorezisme à la recherche d'avantages électoraux et d'une « union nationale » sans principes. Les batailles partielles pour telle réforme démocratique et sociale ou tel succès électoral doivent être toujours envisagées en fonction de la conquête du pouvoir par les masses travailleuses.

C'est sur cette conquête du pouvoir elle-même que le texte présentait le plus de flou. Il se contentait de déclarer que « le choix des moyens légaux ou extralégaux, violents ou pacifiques, ne peut, quelles que soient les circonstances, être fixé à l'avance » et qu'« aucun des moyens de la lutte de masse ne peut être

par V. REGNAULT

écarté par principe », sans indiquer en particulier à aucun moment que « par principe » l'armée et la police bourgeoise devront être désarmées par la révolution, au profit des travailleurs... même si, par le plus inespéré des hasards, ceux-ci ne devaient pas avoir à se servir de ces armes, ce qui serait le plus étonnant suicide de la classe bourgeoise auquel on n'ait jamais assisté et qui n'est vraiment pas la perspective la plus probable dans ce pays.

Le projet se terminait par deux chapitres sur les principes démocratiques du Parti et sur la solidarité internationale des travailleurs.

L'ADHESION DE MENDES-FRANCE...

En conclusion, en dépit de ses points faibles, ce projet se situait nettement dans la perspective d'un parti social-démocrate ouvrier de gauche. L'annonce de l'adhésion « individuelle » de Mendès-France et de la grosse majorité des participants du C.A.D. après leur conférence de Noisy-le-Sec, n'en est apparue que plus surprenante et inquiétante pour le devenir de cette évolution jusque là nettement à gauche.

Malgré le caractère formel d'adhésion « individuelle » et non de fusion d'organisation à organisation, malgré les affirmations sur l'adhésion de Mendès-France au socialisme, le résultat de l'opération ainsi réalisée par Depreux, sans consultation de la base du P.S.A., et en plein processus d'unification avec l'U.G.S., a eu pour premier résultat de stopper pendant plusieurs semaines les pourparlers d'unification avec cette dernière organisation. Elle a également abouti parallèlement à faire adhérer au P.S.A. un nombre relativement important d'éléments nouveaux qui, s'ils ne sont pas tous mendésistes ou radicaux, sont loin de représenter à l'étape actuelle, tant par leurs antécédents politiques que par leurs caractéristiques sociales, un courant socialiste. Tout ceci, joint au caractère pour le moins limité de la « conversion » de Mendès-France, risquerait si l'unification avec l'U.G.S. et « Tribune du Communisme » ne se réalisait pas dans des délais

brefs et sur les bases indiquées par le projet cité plus haut, de faire dévier considérablement le Parti Socialiste Autonome vers la droite et d'estomper purement son caractère ouvrier.

C'est sans doute pour pallier ce danger que Depreux, après avoir, en réalisant l'opération Mendès-France, donné un coup de barre à droite (pour obvier à une orientation qu'il jugeait, depuis Montrouge en particulier, trop gauche), s'est hâté de réaliser en parallèle l'adhésion de Tanguy-Prigent et d'un certain nombre d'ex-parlementaires S.F.I.O. qui, pour la plupart, amènent avec eux au P.S.A. une majorité ou une forte proportion de leurs fédérations.

Cela ne suffirait cependant pas pour écarter tout danger d'une déviation droiticière par rapport aux perspectives précédemment fixées par le P.S.A., et le principal danger pour un tel glissement réside dans l'équivoque de la fameuse « conversion » de Mendès-France.

... ET SON SOCIALISME

Pour rassurer les militants du P.S.A., la direction de celui-ci ne cesse d'affirmer que Mendès-France a en fait adhéré aux principes du socialisme et d'un socialisme de classe, ayant compris au cours de son expérience antérieure qu'on ne pouvait rien changer à la marche actuelle du régime par des réformes partielles. Mais quelle que soit l'attention avec laquelle on scrute les textes ou les déclarations de Mendès-France depuis cette fameuse conversion, nulle part on ne lit que ce changement auquel il aspire soit un **changement de régime**, une **destruction du régime capitaliste** et une construction de la société socialiste. C'est qu'en réalité il ne s'agit en rien de cela pour lui. Les améliorations qu'il veut apporter, c'est dans le cadre du régime capitaliste lui-même, mieux organisé, débarrassé de ses secteurs marginaux, doté d'une certaine planification, afin de passer de 3 à 4 % de rythme de croissance par an « au double de ce rythme de croissance ». C'est une modification quantitative de la productivité du capitalisme à laquelle il désire arriver et non une modification qualitative de la structure même de la société. Pour atteindre cette modification quantitative, cette amélioration, cette meilleure organisation du capitalisme, il désire — car il n'y a pas le choix actuellement pour d'autres forces valables dans le cadre du régime actuel — s'appuyer sur la force de la classe ouvrière dont il prévoit à plus ou moins grande échéance la remontée, et qu'il veut utiliser à cette fin. Pour lui, la révolution, le renversement violent de la classe dirigeante pour l'instauration d'une société socialiste, n'est plus de mise que pour les pays sous-développés, mais « dans un pays avancé et évolué comme le nôtre, comme les autres pays d'Europe occidentale, là où existe ce capital de connaissances, d'expérience et d'instruction largement répartie il ne peut pas y avoir d'antinomie entre les impératifs de la démocratie politique, et la dignité et la liberté de l'homme d'une part, et les nécessités d'une expansion contrôlée, condition d'une croissance rapide d'autre part ».

C'est-à-dire que là où le projet de déclaration de principes du P.S.U., sans se prononcer clairement sur

la nécessité d'un renversement violent du régime, déclare néanmoins qu'il ne saurait être écarté, Mendès-France, lui, se prononce dès maintenant pour une solution démocratique progressive... bien compréhensive dans la mesure où son but final n'est précisément pas le renversement de ce régime, mais son aménagement meilleur.

Il ne s'est pas converti au socialisme, il est vaincu que le régime actuel au bout d'un certain temps — des années peut-être — affrontera une crise décisive dans laquelle la classe ouvrière se dressera à nouveau pour l'abattre, et il se prépare dès maintenant en se posant comme direction de rechange du régime, à le sauver d'un Dien-Bien-Phu de la classe ouvrière comme il l'a sauvé d'un Dien-Bien-Phu du peuple vietnamien. La meilleure voie, la seule qui lui soit actuellement ouverte est de s'inscrire dans le processus de repolitisation de la classe ouvrière française, de participer pour son compte, pour le compte du régime en définitive, à son expérience actuelle, afin, le moment venu, d'éviter le « pire », la vraie révolution socialiste destructrice totale du régime capitaliste en France.

PARTI « TRAVAILLISTE » OU PARTI OUVRIER, QUI L'EMPORTERA ?

C'est donc dans cette équivoque que réside le danger principal pour l'évolution ultérieure du P.S.A. Cependant, et plus encore avec la perspective maintenant proche de l'unification avec l'U.G.S. et « Tribune du Communisme » qui va amener au parti unifié non seulement des éléments vraiment socialistes de gauche, de ces organisations, mais bien certainement des éléments ouvriers actuellement non organisés que cette unification va inciter à se joindre au P. S. unifié, le caractère fondamentalement ouvrier de l'organisation unifiée, malgré la présence de Mendès-France et d'éléments non socialistes en son sein, subsistera et sans doute augmentera. Il est certain par ailleurs qu'une continuation de la crise de la S.F.I.O. molletiste se fera au profit de ce parti.

La discussion sur le programme de l'organisation unifiée qui, avec le projet de déclarations de principe et un texte sur les problèmes d'organisation, doit faire l'objet du Congrès d'unification, montrera dans quelle mesure la tendance Mendès-France est capable d'infléchir la nature politique de ce nouveau parti et dans quelle mesure le caractère de parti ouvrier social-démocrate de celui-ci demeure prédominant.

Au prochain numéro de « La Vérité des Travailleurs » :

Que s'est-il passé à la session
du Comité Central du P. C. F.
de CHOISY-LE-ROI ?

LES REACTIONS DES CADRES

ET DES MILITANTS DU P.C.F.

Le prochain Numéro de
« La Vérité des Travailleurs »
paraîtra le 12 Décembre